

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès
84 905 AVIGNON

AVIGNON, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ÉNERGIE DU DELTA

9, rue du Temple
68 300 SAINT-LOUIS

Références : D-D-00470-2023

Code AIOT : 0006410776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/04/2023 dans l'établissement ÉNERGIE DU DELTA, implanté Mas de Leuze 13310 Saint-Martin-de-Crau. L'inspection a été annoncée le 21/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ÉNERGIE DU DELTA
- Mas de Leuze 13 310 Saint-Martin-de-Crau
- Code AIOT : 0006410776
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ÉNERGIE DU DELTA exploite un parc éolien composé de 9 aérogénérateurs d'une puissance totale de 7,2 MW et d'une hauteur de 52,14 mètres (mât et nacelle), sis Mas de Leuze à Saint-Martin-de-Crau (13 310).

Le parc éolien est autorisé par courrier préfectoral du 12 août 2015 au bénéfice du droit d'antériorité au titre de la rubrique 2980-1 de la nomenclature des installations classées et relève du régime de l'autorisation.

La société WPO est le prestataire de gestion technique et d'exploitation du parc éolien.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Arrêté du 26 août 2011 relatif aux installations soumises à autorisation au titre de la rubrique 2980 :
 - articles 13, 14, 16 : limitation de l'accès, signalétique et état de l'installation ;
 - article 15 : compétences du personnel et exercices d'entraînement ;
 - article 17 : tests périodiques de la sécurité des installations et installations électriques ;
 - article 18 : maintenance des équipements (brides, pales et systèmes instrumentés de sécurité) ;
 - article 19 : registre de maintenance ;
 - article 22 : consignes de sécurité ;
 - articles 23 et 24 : système de détection d'un fonctionnement anormal et risque incendie.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Signalisation et affichage des prescriptions de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
8	Consignes de sécurité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
9	Système de détection	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Limitation d'accès à l'intérieur des éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/
3	Compétence du personnel et exercices d'entraînement	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/
4	Intérieur de l'éolienne (propreté et absence de matériaux inflammables)	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/
5	Tests de sécurité et contrôle des installations électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	/
6	Maintenance des équipements	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18	/

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
7	Manuel d'entretien et registre de maintenance	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/
10	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées adresse à l'exploitant une lettre préfectorale de suite pour les 3 constats suivants :

- la remise en état de l'affichage des prescriptions de sécurité apposées sur les aérogénérateurs,
- établir la liste exhaustive des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (paramètres et valeurs limites correspondantes),
- établir la procédure relative à la mise en place des alertes en cas de fonctionnement anormal (mise en œuvre des procédures d'arrêt d'urgence et alerte des services d'urgence compétents).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Limitation d'accès à l'intérieur des éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Le parc éolien comprend 9 aérogénérateurs identiques. La porte d'accès à l'intérieur du mât de chaque aérogénérateur est fermée à clé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Signalisation et affichage des prescriptions de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">– les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;– l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;– la mise en garde face aux risques d'électrocution ;– la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : <p>Chacun des 9 aérogénérateurs est identifié par un numéro inscrit au-dessus de la porte d'accès. L'affichage des prescriptions de sécurité est réalisé, pour chaque aérogénérateur, à côté de la porte d'accès :</p> <ul style="list-style-type: none">• interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur,• mise en garde face aux risques d'électrocution,• consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale (numéro d'astreinte ou 112),• mise en garde face au risque de chute de glace,• mise en garde sur la présence de gaz SF6. <p>Les 4 premières prescriptions ci-avant sont également affichées sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur.</p> <p>L'Inspection a constaté que, pour les 3 aérogénérateurs visités n°1, n°6 et n°8, certains affichages de prescriptions sont dégradés et ne sont plus suffisamment lisibles.</p> <p>L'exploitant doit remettre en état l'affichage des prescriptions de sécurité apposées sur les aérogénérateurs, dans un délai de 3 mois.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Compétence du personnel et exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.</p> <p>La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.</p>
Constats : <p>S'agissant de la compétence du personnel, l'exploitant a produit les documents ci-dessous.</p> <p>Attestations sur l'honneur de formation du personnel des sociétés intervenantes suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• ENERCON France, datée du 16/03/2023 (constructeur des éoliennes, et maintenance préventive et curative),• SOCOTEC Equipements, datée du 14/09/2022 (vérifications électriques, palan, ligne de vie, échelle,...),• VINCI Facilities, datée du 11/10/2020 (poste de livraison HT). <p>pour les formations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• travail en hauteur et évacuation d'urgence• électriques conformément à la norme NF C18-510• Sauveteur Secouriste du Travail – lutte contre l'incendie• utilisation des élévateurs• maîtrise des risques (arrêt d'urgence, mise en sécurité, limites de fonctionnement, procédures d'alertes, etc.) <p>Concernant les exercices d'entraînement, le dernier a été réalisé le 21 octobre 2021, conjointement avec le GRIMP 13.</p> <p>Deux scénarios ont été mis en place :</p> <ul style="list-style-type: none">• victime dans le spinner (partie rotative) et évacuation par l'extérieur,• victime dans la nacelle et évacuation par l'intérieur. <p>L'exercice a fait l'objet d'un compte rendu présenté par l'exploitant : le retour d'expérience de l'exercice est en conclusion du compte rendu (difficulté rencontrées liées à l'environnement exigü et au type d'échelle – pas de mesure corrective).</p> <p>L'exploitant présente son registre de suivi des exercices (contacts, date de réalisation, REX). Le prochain exercice d'entraînement est prévu en 2024.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Intérieur de l'éolienne (propreté et absence de matériaux inflammables)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Par sondage, l'Inspection a contrôlé le rez-de-chaussée intérieur de 3 éoliennes : n°1, n°6 et n°8. L'intérieur est propre ; aucun stockage de matières combustibles ou inflammable constaté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Tests de sécurité et contrôle des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : (...) Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.
Constats : Les opérations de maintenance sont assurées par la société ENERCON FRANCE. L'exploitant présente à l'Inspection les rapports des opérations de maintenance annuelles réalisées en 2022 et en 2023. Les opérations de maintenance sont divisées en 3 groupes et dénommées : <ul style="list-style-type: none">• maintenance principale,• graissage d'entretien,• maintenance dépendante du vent. Les opérations ne sont pas groupées, mais réparties sur l'année afin de contrôler chaque aérogénérateur plusieurs fois par an. Les 3 tests de sécurité visés à l'article 17 de l'arrêté ministériel susmentionné figurent bien dans les rapports présentés :

- « arrêter l'éolienne » et « arrêts d'urgence » (8 points de contrôles au total),
- « test du capteur de survitesse ».

Les derniers rapports de vérifications des installations électriques HT et BT des 9 aérogénérateurs et du poste de livraison ne comportent aucune observation (rapports SOCOTEC – vérification du 17 octobre 2022).

L'exploitant a présenté à l'Inspection le registre informatique de maintenance du prestataire (GMAO) dans lequel figurent les informations ci-avant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Maintenance des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18

Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté et risque incendie

Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet

Prescription contrôlée :

I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.

II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse.

L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps.

Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.

IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Constats :

Le contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et le contrôle visuel

du mât de chaque aérogénérateur est réalisé annuellement lors des opérations de maintenance décrites dans le point de contrôle précédent et sont retranscrits dans les sections suivantes des rapports :

- "Mécanique – Pied du mât" : 6 points de contrôle
- "Mécanique – Mât" : 5 points de contrôle
- "Mécanique – Tête du rotor" : 15 points de contrôle
- "Mécanique – Pale du rotor" : 9 points de contrôle

Le contrôle visuel des pales (ainsi que la tête du rotor, le pied du mât et le mât) est effectué 2 fois par an à l'occasion des 2 opérations de maintenance suivantes :

- « maintenance principale » – contrôle intérieur et extérieur,
- « graissage d'entretien » – contrôle extérieur.

Les aérogénérateurs sont munis de 6 équipements de sécurité suivants : détecteur incendie, détecteur de survitesse, contrôle de couple, capteur de bruit dans le spinner, capteurs limite des pales et capteur d'oscillation.

L'exploitant présente la liste à jour de ces équipements de sécurité qui mentionne également leur fonctionnalité, la fréquence annuelle de contrôle, les opérations de maintenance et de test du capteur et le type de risque correspondant.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Manuel d'entretien et registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.</p> <p>L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.</p>
Constats : <p>L'exploitant présente les 3 manuels d'entretien et de maintenance des aérogénérateurs établi par le constructeur ENERCON selon les 3 types d'opérations de maintenance évoqués au point de contrôle n°5.</p> <p>Le registre de maintenance est constitué :</p> <ul style="list-style-type: none">• d'un tableau informatique dans lequel sont consignés la nature des opérations et le suivi du respect des périodicités,• du registre informatique de maintenance du prestataire (GMAO) évoqué au point de contrôle n°5, et dans lequel figurent notamment les opérations préventives et correctives réalisées (rapports d'intervention avec numéro d'ordre associé).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <ul style="list-style-type: none">– les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;– les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;– les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;– les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;– le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).

Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Les consignes de sécurité sont constituées des documents suivants, établis par l'exploitant :

- « Instruction de sécurité » en cas d'intervention sur le site (conditions d'accès, analyse des risques et procédure à suivre en cas d'urgence),
- « Plan de prévention de la maintenance préventive et curative » (règles générales d'intervention, analyse des risques, mesures générales d'hygiène et environnementales, consignes particulières liées aux travaux électriques ou au voisinage d'installations électriques et procédure à suivre en cas d'urgence),

établis par le constructeur :

- Manuel d'opération pour le modèle d'éolienne E-48 / 800 kW (sécurité, données techniques, système de commande, fiabilité, perturbations de fonctionnement et élimination des défauts, maintenance et réparation, arrêt définitif) ;
- Logigrammes sur les 11 situations possibles pour la mise en sécurité des installations visées à l'article 22 de l'arrêté ministériel susmentionné.

Le manuel d'opération mentionne notamment les limites de fonctionnement suivantes :

- mode d'alimentation de secours d'une durée de fonctionnement de 30 minutes,
- vitesse de coupure due au vent de 25 m/s (moyenne sur 3 minutes) ou 30 m/s (moyenne sur 15 s), – mode tempête pour une vitesse du vent de 25 à 34 m/s, et pales du rotor mises en drapeau au-delà de 34 m/s,
- classe de vent du mât : vitesse de vent extrême de 42,5 m/s (maximum 50 ans, moyenne sur 10 min – classe de vent IIA).

Par contre, des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt ne figurent pas dans le manuel d'opération (par exemple celles des défauts de structures des pales et du mât, pour les défauts de serrages des brides, celles des différents capteurs...).

L'exploitant doit transmettre à l'Inspection, la liste exhaustive des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (paramètres et valeurs limites correspondantes), dans un délai de 3 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité / sûreté et risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure : – de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ; – de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur.
Constats : L'exploitant informe l'Inspection que la procédure pour formaliser les 2 niveaux d'alerte visés à l'article 23 de l'arrêté ministériel susmentionné est en cours d'élaboration. L'exploitant précise que les dispositions suivantes sont en place en cas de fonctionnement anormal : <ul style="list-style-type: none">• en journée, l'exploitant et le prestataire/constructeur sont alertés par mail,• sinon, c'est l'entité britannique de l'exploitant qui est alerté (24 h/24 et 7 j/7), en lien avec l'astreinte mise en place en France. L'exploitant doit transmettre à l'Inspection la procédure relative à la mise en place des alertes en cas de fonctionnement anormal (mise en œuvre des procédures d'arrêt d'urgence et alerte des services d'urgence compétents) garantissant le respect des délais visés à l'article 23 ci-dessus, dans un délai de 3 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : Chaque éolienne est équipée de deux extincteurs : <ul style="list-style-type: none">• un au pied de l'éolienne (rez-de-chaussée) ;• un dans la nacelle. Au cours de la visite dans les aérogénérateurs n°1, n°6 et n°8, l'Inspection a constaté que l'extincteur situé au rez-de-chaussée est visible et parfaitement accessible (extincteur à CO2 adapté pour les feux des équipements électriques et électroniques).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet